



## **RAPPORT DE GESTION**

Le présent rapport présente une revue des résultats financiers et de la situation financière de Corporation Datacom Wireless pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007. Ces commentaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers vérifiés de Corporation Datacom Wireless (la « Société ») et leurs notes afférentes pour la période correspondante. Pour obtenir plus de renseignements sur Corporation Datacom Wireless, visitez le site de SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ou le site Internet de la Société à [www.datacom.com](http://www.datacom.com).

Les états financiers vérifiés de l'exercice et le rapport de gestion ont été révisés par le comité de vérification de la Société et approuvés par son Conseil d'administration.

Dans le présent rapport, les termes « nous », « notre », « nos », « Datacom », « entreprise » et « Société » renvoient à Corporation Datacom Wireless. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. La Société présente ses résultats en dollars canadiens. Ainsi, tous les montants indiqués dans ce rapport sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport se fonde sur l'information dont disposait la direction le 31 mars 2008.

### **I. ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

Le présent rapport contient certaines déclarations qui peuvent être réputées des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs se caractérisent fréquemment par l'utilisation d'expressions telles que « planifier », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « croire », « anticiper », « estimer » et d'autres expressions semblables ou des déclarations suggérant que des événements ou des conditions « peuvent » se produire ou « se produiront ». Toutes les déclarations figurant dans le présent rapport, à l'exception des déclarations de faits historiques, et qui font état d'événements ou de faits nouveaux futurs qu'anticipe la Société ou qu'elle s'attend à voir réaliser, constituent des énoncés prospectifs. Même si la Société croit que les attentes exprimées dans de tels énoncés prospectifs sont fondées sur des hypothèses raisonnables, ces énoncés ne constituent nullement des garanties du rendement futur et les résultats ou les faits réels peuvent être considérablement différents de ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Au nombre des facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient considérablement différents de ceux exprimés dans les énoncés prospectifs, il y a les cours du marché et la conjoncture économique générale, les conditions boursières ou commerciales. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se révèlent exacts, étant donné que les résultats et les événements futurs pourraient diverger considérablement de ces énoncés anticipés. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour les énoncés prospectifs en cas d'évolution des circonstances ou de modification des estimations ou des avis de la direction, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables ne le requièrent. Le lecteur est mis en garde de ne pas accorder une foi excessive aux énoncés prospectifs.

## II. SOMMAIRE

Fondée en 1999, la Société est classée parmi les chefs de file canadiens dans la conception, le développement et la commercialisation de solutions essentielles de gestion de flottes de véhicules, de systèmes de protection, de détection et de repérage de véhicules volés. Ses produits et ses services utilisent des technologies de communications sans fil, de positionnement par satellites (GPS) et un portail informatique en mode ASP d'avant-garde.

## III. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Bénéfices avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») est une mesure utilisée afin de comparer les résultats d'exploitation d'une période à une autre. BAIIA n'est pas une mesure de performance définie par les PCGR et n'a pas une définition standard reconnue par les PCGR. Notre façon de calculer le BAIIA peut être différente des méthodes utilisées par d'autres émetteurs.

Le lecteur est prévenu que le BAIIA ne peut être perçu comme une alternative au bénéfice net ou perte nette déterminé conformément aux PCGR comme étant indicatif de notre performance ou au flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation et d'investissements en tant que mesure de liquidité et flux de trésorerie. L'indicateur financier conforme au PCGR et se rapprochant le plus du BAIIA est la perte nette.

## IV. FAITS SAILLANTS EN 2007

- Le 6 juin 2007, la Société a clôturé un premier appel public à l'épargne ("PAPE") de 10 \$ millions.
- Depuis le deuxième trimestre de 2007, la Société compte sur la contribution de messieurs Claude Chagnon et Greg Rokos à son conseil d'administration. Hommes d'affaires chevronnés et possédant des compétences éprouvées en gestion, en planification stratégique et en fusion et acquisition, ils représentent des éléments clés dans la stratégie de croissance de la Société.
- En août 2007, nous avons procédé au lancement de notre nouveau produit « HIKO ». HIKO est un système intégré de gestion d'épandage de fondants et d'abrasifs.
- Le 31 août 2007, la Société a conclu la transaction d'acquisition de la quasi-totalité des éléments d'actif et des activités commerciales de Corporation Systèmes de Repérage Vigil Technologies Inc. (« Vigil GPS »). Les secteurs d'activités de Vigil GPS sont comparables à ceux de Datacom. Ses opérations sont en tous points similaires aux nôtres tandis que ses marchés et réseaux de distribution sont complémentaires. L'intégration de Vigil GPS est, à toutes fins pratiques, complétée.
- En octobre 2007, nous avons inauguré un nouveau programme de vente du produit Mobiguard avec La Capitale assurances générales ayant ses principales affaires au Québec. Nous anticipons que ce programme aura une contribution significative sur nos résultats en 2008.

- Au 31 décembre 2007, la Société a dépassé le cap de 17 000 unités installées du produit Mobiguard, ce qui dépasse les attentes initiales de vente de ce produit.

### Stratégie de croissance

Notre stratégie de croissance consiste à identifier les marchés cibles, à introduire de nouveaux produits et services qui répondront aux besoins de la clientèle existante et des nouveaux clients, à mettre sur pied de nouveaux canaux de distribution ainsi qu'à faire des acquisitions sélectives.

### Indicateurs de rendement clés

Nous mesurons notre rendement à l'échelle de l'entreprise au moyen d'indicateurs de rendement clés qui comprennent les revenus, la marge bénéficiaire brute, le fonds de roulement, le bénéfice net « perte nette » et le bénéfice net « perte nette » par action. Nous considérons également que le bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (BAIIA) constitue une mesure importante de notre rendement.

## V. EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières pour les exercices indiqués et sont tirés des états financiers vérifiés de la Société.

### Principales informations financières

	Exercices terminés le 31 décembre		
	2007	2006	2005
<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>			
Ventes	7 891 \$	7 250 \$	5 461 \$
Marge bénéficiaire brute	2 992	2 976	1 960
Dépenses d'exploitation	5 934	4 221	5 060
Frais financiers	955	1 989	1 565
Rémunération à base d'action	201	-	-
Radiation d'inventaires	110	-	-
Dépréciation et amortissement	137	141	190
Amortissement des actifs incorporels	45	-	-
Perte sur disposition d'éléments d'actif	-	-	15
Perte nette	(4 390)	(3 375)	(4 870)
Perte nette par action :			
De base et diluée	(0.27) \$	(3.75) \$	(5.41) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	16 474 774	900 000	900 000

Le tableau ci-dessous représente une mesure non-conforme aux PCGR que la direction estime être une mesure utile dans le but de comparer les résultats financiers avec une autre compagnie dans son secteur.

**Réconciliation de la perte nette au BAIIA**

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Exercices terminés le 31 décembre		
	2007	2006	2005
Perte nette	(4 390) \$	(3 375) \$	(4 870) \$
Frais financiers	955	1 989	1 565
Amortissement des actifs incorporels	45	0	0
Dépréciation et amortissement	137	141	190
BAIIA	(3 253) \$	(1 245) \$	(3 115) \$
BAIIA par action :			
De base et dilué	(0.20) \$	(1.38) \$	(3.46) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	16 474 774	900 000	900 000

**Revenus**

Les revenus de 2007 ont totalisé 7,89 \$ millions, soit une hausse de 8.8 % par rapport aux revenus de 2006 qui étaient de 7,25 \$ millions.

L'augmentation de revenus en 2007 est principalement attribuable à l'augmentation des revenus de services récurrents laquelle s'explique par une augmentation du volume de la base de clients en service.

Les revenus de services récurrents ont augmenté de 29.4 % d'une année sur l'autre, passant de 2,75 \$ millions en 2006 à 3,56 \$ millions en 2007. En proportion, les revenus récurrents par rapport au revenu total en 2007 sont de 45.2 % comparativement à 38.0 % en 2006.

Nos revenus proviennent presque exclusivement du Canada par le biais de notre force de vente directe et notre réseau d'agents/distributeurs du Québec et de l'Ontario.

**Marge bénéficiaire brute**

La marge brute correspond aux revenus moins le coût des marchandises vendues. Le coût des marchandises vendues comprend principalement les coûts des unités vendues, de leur assemblage, des frais d'installation et de garantie ainsi que des frais de service de télécommunication et autres frais connexes.

Le pourcentage de marge bénéficiaire brute se situe à 37.9 % des revenus en 2007, à 41.0 % en 2006 et à 35.9 % en 2005. En dollars, la marge bénéficiaire brute a augmenté de 0,02 \$ million de 2006 à 2007 ou 0.5 %, et de 1,02 \$ million ou 51.8 % de 2005 à 2006.

Cette légère baisse de 2007 en comparaison à 2006 est principalement due à une augmentation temporaire des coûts de main-d'œuvre d'installation. Cet investissement dans la force d'installation avait pour but de réduire de façon substantielle le temps d'attente de notre clientèle pour l'installation de nos produits de sécurité qui sont destinés au marché consommateur. Nous prévoyons que cette augmentation temporaire, causée par les frais de main-d'œuvre sur la marge bénéficiaire brute, sera réduite en 2008.

## Dépenses d'exploitation

Les dépenses d'exploitation comprennent les frais généraux et administratifs, les dépenses d'exploitation, les dépenses de ventes et de marketing, les dépenses de recherche et de développement et les crédits d'impôt à la recherche et au développement.

En 2007, les dépenses d'exploitation nettes ont augmenté passant de 4,22 \$ millions à 5,93 \$ millions représentant une hausse de 1,71 \$ million ou 40.5 %. Cette hausse s'explique principalement par le changement dans la stratégie de croissance qui a débuté, suite au PAPE, par le développement de nouveaux produits et par l'investissement dans la force de vente. En 2006, ces dépenses avaient diminué comparativement à l'année 2005 en raison de la stratégie de croissance retenue à ce moment passant de 5,06 \$ millions à 4,22 \$ millions, représentant une diminution de 0,84 \$ million ou 16.6 %.

### Frais généraux et administratifs

	Exercices terminés le 31 décembre				
	2007	Variation	2006	Variation	2005
Frais généraux et administratifs	2 495	\$ 45.4%	1 716	\$ -23.0%	2 230
<i>En % du revenu</i>	31.6%		23.7%		40.8%

Les frais généraux et administratifs se rapportent principalement aux coûts liés au personnel administratif, aux honoraires professionnels, aux loyers, aux assurances et aux autres frais généraux. Des créances douteuses liées aux comptes-clients sont enregistrées dans les frais généraux. Les frais généraux et administratifs sont généralement fixes et ne varient pas proportionnellement aux revenus à l'exception des dépenses associées aux créances douteuses.

Au cours de l'exercice de 2007, les dépenses reliées aux frais généraux et administratifs ont augmenté de 0,779 \$ million ou 45.4 %, par rapport à l'exercice de 2006. Cette augmentation s'explique principalement par l'addition de personnel au sein de l'équipe de comptabilité, finance et administration et l'augmentation de cette masse salariale pour 0,215 \$ million, par l'accroissement de charges liées à l'exploitation d'une société publique tels que les honoraires professionnels pour les services légaux, de vérification et de relations publiques pour 0,214 \$ million, par le versement de primes de rendement discrétionnaire à la direction pour la réalisation du PAPE pour 0,076 \$ million, et par des charges non récurrentes de recrutement de personnel pour 0,040 \$ million.

### Ventes et marketing

	Exercices terminés le 31 décembre				
	2007	Variation	2006	Variation	2005
Ventes et marketing	1 769	\$ 18.7%	1 490	\$ -10.6%	1 666
<i>En % du revenu</i>	22.4%		20.6%		30.5%

Les dépenses de ventes et de marketing se composent principalement des salaires du personnel, des commissions sur la vente directe et indirecte de produits, des frais de déplacement et de représentation ainsi que des coûts de publicité et de participation à des expositions commerciales.

Les dépenses liées aux ventes et au marketing ont augmenté de 0,279 \$ million ou 18.7 % par rapport à 2006. Ces dépenses ont connu une augmentation principalement en raison de

l'augmentation des commissions versées pour la commercialisation directe et indirecte de produits et de plans de service. Cette hausse de commissions versées est reliée, d'abord, à un accroissement du nombre d'unités en service et vendues et, ensuite, au fait que la Société a revu son plan de commissions afin de le rendre plus compétitif au marché.

#### *Exploitation*

	Exercices terminés le 31 décembre				
	2007	Variation	2006	Variation	2005
Exploitation	775 \$	9.3%	709 \$	11.7%	635 \$
<i>En % du revenu</i>	9.8%		9.7%		11.6%

Les dépenses d'exploitation sont principalement reliées au personnel impliqué au Service à la clientèle et à la centrale d'alarme. Les dépenses d'exploitation ne fluctuent habituellement pas proportionnellement avec les revenus. Toutefois, une croissance importante des activités aura inévitablement un impact à la hausse sur ces dépenses.

Les dépenses reliées à l'exploitation ont augmenté de 0,66 \$ million ou 9.3 % par rapport à 2006. Cette hausse est directement reliée à l'accroissement du volume d'affaires de la Société.

#### *Recherche et développement*

	Exercices terminés le 31 décembre				
	2007	Variation	2006	Variation	2005
Recherche et développement	1 242 \$	17.2%	1 060 \$	0.4%	1 056 \$
<i>En % du revenu</i>	15.7%		14.6%		19.3%
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	( 347 ) \$	-54.0%	( 754 ) \$	43.1%	( 527 ) \$
<i>En % du revenu</i>	-4.4%		-10.4%		-9.7%
Investissement net dans la recherche et développement	895 \$	192.5%	306 \$	-42.2%	529 \$
<i>En % du revenu</i>	11.3%		4.2%		9.7%

La Société investit dans la recherche et le développement afin de conserver sa position de leadership sur les marchés qu'elle dessert, d'ajouter de nouvelles fonctionnalités ou d'introduire de nouveaux produits. Les dépenses en recherche et en développement ne fluctuent pas avec les revenus, mais sont périodiquement évaluées par rapport aux revenus et ajustées si nécessaire. Les dépenses en recherche et en développement consistent principalement en des coûts de personnel, d'honoraires de consultants et de matériel. Ces dépenses sont présentées avant de déduire les crédits d'impôt sur la recherche et le développement. Les crédits d'impôt sur la recherche et le développement sont présentés distinctement.

Au cours de l'exercice de 2007, les investissements en recherche et développement ont atteint 1,242 \$ million, soit 17.2 % de plus que les 1,060 \$ million investis en 2006. L'augmentation est principalement attribuée aux efforts additionnels déployés pour le développement et l'introduction de nouveaux produits.

Depuis la clôture du premier appel public à l'épargne, le montant de provision de crédit d'impôt pour la recherche et le développement a été révisé à la baisse afin de refléter les taux en vigueur pour les sociétés publiques. Cette révision a affecté de façon négative le montant de crédit d'impôt pour la recherche et le développement enregistré à l'état des résultats.

## Frais financiers

Les frais financiers sont composés des intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables, des intérêts sur billets à ordre, de l'amortissement des frais de financement reportés, des intérêts créditeurs, des pertes (gains) sur taux de change, de la perte sur conversion d'actions privilégiées en actions ordinaires et des autres frais financiers.

	Exercices terminés le 31 décembre				
	2007	Variation	2006	Variation	2005
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	738	\$ -55.9%	1 674	\$ 16.2%	1 441
Intérêts sur billets à ordre	99	-3.9%	103	100 %	-
Amortissement des frais financiers reportés	-	0 %	82	-5.7%	87
Perte sur conversion d'actions privilégiées en actions ordinaires	172	100 %	-	0 %	-
Intérêts créditeurs	( 191)	354.8%	( 42)	31.3%	( 32)
Autres frais financiers	138	-20.3%	172	149.3%	69
	955	\$ -52.0%	1 989	\$ 27.1%	1 565

### *Intérêts implicites sur actions privilégiées rachetables*

Les intérêts implicites sur actions privilégiées rachetables sont reliés à des actions privilégiées rachetables émises entre 2003 et 2005. Ces intérêts implicites sur les actions privilégiées cumulés ainsi que les actions privilégiées rachetables et les dividendes ont été, immédiatement avant la clôture du PAPE, dans le contexte de notre restructuration du capital, automatiquement convertis en actions ordinaires. Cette conversion d'actions privilégiées rachetables aura un impact favorable sur l'état des résultats de la Société en 2008 car nous n'encourrons plus d'intérêts implicites depuis la date de la séance de clôture du PAPE.

### *Intérêts sur billets à ordre*

Les intérêts sur billets à ordre se rattachent aux billets à ordre que nous avons obtenus de nos actionnaires en 2006 et 2007, auxquels étaient rattachés des bons de souscription d'actions privilégiées de catégorie C. À la clôture du PAPE, les billets à ordre et les intérêts courus ont été remboursés en totalité. Conséquemment, la Société n'encourt plus d'intérêts sur ces billets à ordre, ce qui résultera en un impact favorable sur l'état des résultats de la Société en 2008.

### *Amortissement des frais financiers reportés*

L'amortissement des frais financiers reportés se rapporte aux frais de financement encourus et capitalisés en rapport aux émissions d'actions privilégiées rachetables émises entre 2003 et 2005 et aux billets à ordre obtenus en 2006. Avec l'application des nouvelles normes comptables en rapport avec les instruments financiers (chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA), le solde non amorti des frais financiers reportés a été appliqué contre les dettes y afférents en date du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

### *Intérêts créditeurs*

Les intérêts créditeurs sont générés par le surplus bancaire, qui rapporte un rendement égal au taux préférentiel de la Caisse Centrale Desjardins diminué de 1.5 %. La Société a adopté une stratégie d'investissement assurant une gestion efficace et prudente de sa trésorerie.

### *Autres frais bancaires*

Les autres frais bancaires croissent légèrement dans le temps, ceux-ci étant basés sur le nombre de transactions de perception de comptes-clients par carte de crédit. L'écart des autres frais financiers est principalement attribuable aux variations du taux de change. En 2007, la Société a

enregistré des pertes de change nettes de 0,01 \$ million comparativement à des gains nets reliés au taux de change de 0,05 \$ million en 2006.

### **Rémunération à base d'actions**

La Société a mis en place un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses employés, dirigeants et administrateurs. Nous avons adopté le chapitre révisé 3870, « Rémunérations et autres paiements à base d'actions » du Manuel de l'ICCA. Par conséquent, nous appliquons la méthode de la juste valeur à la comptabilisation de toute rémunération à base d'actions. Selon cette méthode, la rémunération attribuable aux options est passée en charge sur la période d'acquisition des droits. L'établissement de la juste valeur des options sur actions est effectué à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes et oblige la direction à faire des estimations quant à la durée estimative des options et à la volatilité attendue des actions. Une variation de ces facteurs pourrait entraîner une modification de la charge de rémunération constatée à l'état des résultats.

Au cours de 2007, la Société a enregistré une dépense de rémunération à base d'actions de 0,201 \$ million comparativement à une dépense de 0 \$ en 2006.

### **Radiation d'inventaire**

N'étant pas les fabricants de nos unités télématiques et/ou autres composantes, tels que nos immobilisateurs, antennes et autres, nous nous approvisionnons actuellement auprès de différents fournisseurs. Typiquement, nos fournisseurs offrent une garantie de base sur l'ensemble des produits que nous leur achetons en plus de nous offrir un service de réparation pour les unités qui ne sont plus couvertes par cette garantie.

En 2007, dans un objectif d'accroître la stabilité technologique de la plateforme pour un produit donné, la Société a décidé de changer l'un de ses fournisseurs. Suite à ce changement et, ne pouvant plus bénéficier du service de réparation pour les unités qui n'étaient plus sous la garantie de base, nous avons dû mettre au rebut l'ensemble de ces unités et procéder ensuite à leur radiation aux livres.

### **Dépréciation et amortissement**

La dépréciation et l'amortissement proviennent des immobilisations. Le montant d'amortissement est relativement stable d'une année sur l'autre entre 2006 et 2007 dû au fait qu'il n'y a eu aucune acquisition majeure en 2007. Pour plus de détails, veuillez vous référer à la note 1 des états financiers vérifiés pour les méthodes d'amortissement utilisées.

### **Amortissement des actifs incorporels**

L'amortissement des actifs incorporels ne génère pas de sortie de fonds en soit et provient de l'amortissement des actifs intangible acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises de Vigil GPS.

## VI. RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTREL

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières pour les trimestres indiqués et sont tirés des états financiers non vérifiés de la Société.

### Principales informations financières

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Q1 2006	Q2 2006	Q3 2006	Q4 2006	Q1 2007	Q2 2007	Q3 2007	Q4 2007
Ventes	1 506	1 778	1 972	1 994	1 663	2 052	2 131	2 045
Marge bénéficiaire brute	643	751	799	783	691	768	785	747
Dépenses d'exploitation	1 101	1 059	1 112	950	1 127	1 348	1 721	1 737
Frais (revenus) financiers	394	389	523	683	561	523	( 88 )	( 41 )
Rémunération à base d'action	-	-	-	-	-	114	62	25
Dépréciation et amortissement	39	33	36	33	28	29	22	59
Amortissement des actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	10	35
Radiation d'inventaire	-	-	-	-	-	-	-	110
Perte nette	( 890 )	( 730 )	( 872 )	( 882 )	( 1 025 )	( 1 245 )	( 942 )	( 1 178 )
Perte nette par action :								
De base et diluée	(0.99)	(0.81)	(0.97)	(0.98)	(1.14)	(0.15)	(0.03)	(0.04)

Le tableau ci-dessous représente une mesure non-conforme aux PCGR que la direction estime être une mesure utile dans le but de comparer les résultats financiers avec une autre compagnie dans son secteur.

### Réconciliation de la perte nette au BAIIA

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Q1 2006	Q2 2006	Q3 2006	Q4 2006	Q1 2007	Q2 2007	Q3 2007	Q4 2007
Perte nette	( 890 )	( 730 )	( 872 )	( 882 )	( 1 025 )	( 1 245 )	( 942 )	( 1 178 )
Frais (revenus) financiers	394	389	523	683	561	523	( 88 )	( 41 )
Amortissement des actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	10	35
Dépréciation et amortissement	39	33	36	33	28	29	22	59
BAIIA	( 458 )	( 308 )	( 314 )	( 167 )	( 436 )	( 693 )	( 999 )	( 1 125 )
BAIIA par action :								
De base et dilué	(0.51)	(0.34)	(0.35)	(0.19)	(0.48)	(0.09)	(0.04)	(0.04)

## Revenus

Les revenus du quatrième trimestre de 2007 ont totalisé 2,05 \$ millions, en hausse de 2.6 % par rapport aux revenus du quatrième trimestre de 2006 lesquels étaient de 1,99 \$ million. Les revenus de 0,25 \$ million, générés au cours du trimestre, provenant de l'acquisition de Vigil GPS combinés à l'accroissement des revenus de services récurrents ont permis de contrebalancer la diminution de revenu d'équipement des autres gammes de produits de sécurité et de gestion de flotte. Les revenus générés, au cours du quatrième trimestre, par l'introduction de nouveaux produits sont inférieurs à ce qui avait initialement été prévu.

Les revenus récurrents ont augmenté de 44.8 % d'une année sur l'autre, passant de 0,75 \$ million pour le quatrième trimestre de 2006 à 1,08 \$ million pour la même période en 2007. Proportionnellement, les revenus récurrents par rapport au revenu total généré au cours du quatrième trimestre 2007 est de 52.7 %. Cette mesure est meilleure que celle de la même période de 2006 pour laquelle la proportion des revenus récurrents par rapport au revenu total représentait 37.4 %.

## Marge bénéficiaire brute

Le pourcentage de marge bénéficiaire brute se situe à 36.5 % des revenus pour le quatrième trimestre de 2007 et à 37.9 % pour l'exercice de 2007, en baisse de 2.8 % et de 3.1 % respectivement, comparativement aux mêmes périodes de 2006.

Cette baisse est principalement due à une augmentation épisodique des coûts de main-d'œuvre d'installation additionnelle qui avait pour but de réduire de façon substantielle le temps d'attente de notre clientèle pour l'installation de Mobilus. Nous prévoyons que cette augmentation temporaire, causée par les frais de main-d'œuvre sur la marge bénéficiaire brute, sera réduite au cours des prochains trimestres.

En dollars, la marge bénéficiaire brute a diminué de 0,377 \$ million, ou 4.8 % entre le troisième et le quatrième trimestre de 2007, passant de 0,785 \$ million à 0,747 \$ million. Cette situation est le résultat du ralentissement au niveau des ventes d'équipement.

## Dépenses d'exploitation

### *Frais généraux et administratifs*

	Trois mois terminés le 31 décembre		
	2007	Variation	2006
Frais généraux et administratifs	745 \$	107.5%	359 \$
<i>En % du revenu</i>	36.4%		18.0 %

Au cours du quatrième trimestre, les dépenses reliées aux frais généraux et administratifs ont augmenté de 0,386 \$ million ou 107.5 % comparativement à la même période de 2006.

Cette augmentation s'explique dans un premier temps par des charges non récurrentes de recrutement de personnel de 0,040 \$ million, et ensuite par l'accroissement de charges liées à l'exploitation d'une société publique telles que les honoraires professionnels pour les services légaux, de vérification et de relations publiques de 0,201 \$ million, par l'addition de personnel au sein de l'équipe de comptabilité, finance et administration et l'augmentation de cette masse salariale pour 0,76 \$ million et par l'enregistrement d'une provision additionnelle pour mauvaises

créances en fin d'année sur des comptes à recevoir comportant un risque de recevabilité d'une somme de 0,038 \$ million.

*Ventes et marketing*

	Trois mois terminés le 31 décembre		
	2007	Variation	2006
Ventes et marketing	519 \$	13.6%	457 \$
<i>En % du revenu</i>	25.4%		22.9%

Les dépenses liées aux ventes et au marketing ont augmenté de 0,062 \$ million ou 13.6 % comparativement à la même période de 2006. Ces dépenses ont connu une augmentation principalement en raison de l'augmentation des commissions versées pour la commercialisation directe et indirecte de produits et de plans de service de 0,057 \$ million. Cette hausse de commissions versées est reliée, d'abord, à un accroissement du nombre d'unités en service et vendues et, ensuite, au fait que la Société a revu son plan de commissions afin de le rendre plus compétitif au marché

*Recherche et développement*

	Trois mois terminés le 31 décembre		
	2007	Variation	2006
Recherche et développement	369 \$	-9.6%	408 \$
<i>En % du revenu</i>	18.0%		20.5%
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	( 130 ) \$	-72.9%	( 479 ) \$
<i>En % du revenu</i>	-6.4%		-24.0%
Investissement net dans la recherche et développement	239 \$	-436.6%	( 71 ) \$
<i>En % du revenu</i>	11.7%		-3.6%

Au cours du quatrième trimestre, les investissements en recherche et développement ont atteint 0,369 \$ million, soit 0,039 \$ million ou 9.6 % de moins que les 0,408 \$ million investis durant la même période en 2006. Cette diminution est due, en grande partie, au fait que nous avons terminé et introduit certains de nos nouveaux produits qui étaient en phase de développement au cours du quatrième trimestre de 2006.

Durant le quatrième trimestre de 2006, nous avons encaissé les crédits d'impôt pour la recherche et développement, ceux-ci réclamés pour l'exercice s'étant terminé le 31 décembre 2005. L'excédent du montant de crédits d'impôt pour la recherche et développement encaissé sur la provision aux livres, s'élevait à 0,251 \$ million.

Également, depuis la clôture du premier appel public à l'épargne, le montant de provision de crédit d'impôt pour la recherche et le développement a été révisé à la baisse afin de refléter les taux en vigueur pour les sociétés publiques. Cette révision a affecté de façon négative le montant de crédits d'impôt pour la recherche et le développement enregistré à l'état des résultats.

*Exploitation*

	Trois mois terminés le 31 décembre		
	2007	Variation	2006
Exploitation	234 \$	14.1%	205 \$
<i>En % du revenu</i>	11.4%		10.28%

Les dépenses reliées à l'exploitation ont augmenté de 0,29 \$ million ou 14.1 % comparativement à la même période de 2006. Cette hausse est directement reliée à l'accroissement du volume d'affaires de la Société.

**Frais financiers**

	Trois mois terminés le 31 décembre		
	2007	Variation	2006
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	- \$	-100.0%	479 \$
Intérêts sur billets à ordre	-	-100.0%	60
Amortissement des frais financiers reportés	-	-100.0%	150
Intérêts créditeurs	( 89 )	2866.7%	( 3 )
Autres frais (revenus) financiers	48	-1700.0%	( 3 )
	( 41 ) \$	-106.0%	683 \$

*Intérêts implicites sur actions privilégiées rachetables*

Les intérêts implicites sur actions privilégiées rachetables sont reliés à des actions privilégiées rachetables émises entre 2003 et 2005, lesquelles ont été, immédiatement avant la clôture du PAPE, dans le contexte de notre restructuration du capital, automatiquement converties en actions ordinaires. Depuis la clôture du PAPE, la Société n'encourt plus d'intérêts implicites sur actions privilégiées rachetables.

*Intérêts sur billets à ordre*

Les intérêts sur billets à ordre se rattachent aux billets à ordre obtenus de nos actionnaires en 2006, auxquels étaient rattachés des bons de souscription d'actions. À la clôture du PAPE, les billets à ordre et les intérêts courus ont été remboursés en totalité. Conséquemment, la Société n'encourt plus d'intérêts sur les billets à ordre.

*Amortissement des frais financiers reportés*

L'amortissement des frais financiers reportés se rapporte aux frais de financement encourus et capitalisés en rapport aux émissions d'actions privilégiées rachetables émises entre 2003 et 2005 et aux billets à ordre obtenus en 2006. En juin 2007, lors de la restructuration du capital, le solde non amorti des frais financiers reportés a été passé en charge en totalité au cours du même mois. Avec l'application des nouvelles normes comptables en rapport avec les instruments financiers (chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA), le solde non amorti des frais financiers reportés a été appliqué contre les dettes y afférents en date du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

*Intérêts créditeurs*

La variation entre le revenu d'intérêts, généré au cours du quatrième trimestre 2007 en comparaison à la même période de 2006, est significative due à la somme encaissée dans le cadre du PAPE.

*Autre frais bancaires*

Les autres frais bancaires croissent légèrement dans le temps basé sur le nombre de transactions de perception de comptes-clients par carte de crédit. L'écart des autres frais financiers est principalement attribuable aux variations du taux de change. Au cours du quatrième trimestre de 2007, la Société a enregistré des gains de change net de 0,03 \$ million comparativement à des gains nets reliés au taux de change de 0,21 \$ million en 2006.

**Rémunération à base d'actions**

Au cours du quatrième trimestre, la Société a enregistré une dépense de rémunération à base d'actions de 0,025 \$ million comparativement à une dépense de 0 \$ pour la même période de 2006.

**VII. CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société sont préparés selon les normes PCGR canadiennes utilisant les mêmes conventions comptables énumérées dans ses états financiers annuels vérifiés.

**VIII. DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2007**

Le capital-actions autorisé est présentement composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires.

Le tableau suivant présente les variations survenues dans le capital-actions ordinaire au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007.

	Nombre	Valeur
Émis et en circulation au 31 décembre 2006, avant le regroupement 3 pour 1 <sup>(1)</sup>	2 700 000	89 \$
Émis et en circulation au 31 décembre 2006 compte tenu du regroupement à raison de 3 pour 1 <sup>(1)</sup>	900 000	89
Conversion des actions privilégiées A, B et C, des intérêts implicites et du dividende couru et impayé sur ces actions privilégiées	15 940 109	24 818 974
Émission d'actions lors du PAPE	11 111 112	10 000 000
Frais d'émission d'actions	-	(1 436 822)
Bons de souscription en actions ordinaires	-	(2 111 111)
Émission d'actions au chef de la direction <sup>(2)</sup>	279 512	142 551
Émis et en circulation au 31 décembre 2007	28 230 733	31 413 681 \$

- (1) : Immédiatement avant la clôture du PAPE, les actionnaires ont approuvé un regroupement d'actions ordinaires qui s'est composé d'un échange de trois actions ordinaires pour chaque action ordinaire détenue à ce moment.
- (2) : Immédiatement avant la clôture du PAPE, la Société a consenti un prêt, sans intérêts, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE.

Aucune transaction affectant le capital-actions n'a été conclue depuis le 31 décembre 2007.

## IX. BILAN, LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL

### Bilan

Le tableau suivant montre les informations financières et ratios clés du bilan.

<i>(en 000 \$ sauf si expressément indiqué)</i>	<b>Au 31 décembre</b>	
	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Actif total	10 515 \$	3 384 \$
Espèces et quasi espèces	6 121 \$	650 \$
Fonds de roulement	5 638 \$	1 132 \$
Ratio du fonds de roulement	2,68 : 1	1,61 : 1
Actions privilégiées rachetables	- \$	21 963 \$
Dette à long terme (incluant les obligations découlant des contrats de location-acquisition et la portion échéant à moins d'un an)	156 \$	1 773 \$
<b>Avoir des actionnaires :</b>		
Actions ordinaires ( <i>en dollars</i> )	31 413 681 \$	89 \$
Bons de souscription ( <i>en dollars</i> )	2 111 111 \$	- \$
Surplus d'apport	58 \$	- \$
Déficit	(26 495 854)	(22 138 188) \$
	\$	

#### *Espèces et quasi-espèces*

Les espèces et quasi-espèces ont englobé un investissement dans un dépôt à terme d'une valeur de 0,050 \$ million à la fin de 2007 et de 0 \$ à la fin de 2006. En 2007, la hausse considérable de nos espèces et quasi-espèces a été principalement imputable au produit net de 8,563 \$ millions de dollars dégagé de notre premier appel public à l'épargne.

#### *Fonds de roulement*

La direction considère que le présent fonds de roulement sera suffisant pour financer les opérations de la Société pour les douze prochains mois.

#### *Actions privilégiées rachetables*

Les actions privilégiées rachetables en circulation au 31 décembre 2006 ont fait l'objet d'une conversion automatique lors du PAPE.

#### *Billets à ordre*

Les billets à ordre ont été remboursés lors de la restructuration du capital-actions. La transaction n'a pas entraîné une sortie de fonds pour la Société puisque le remboursement s'est fait à même le produit provenant de l'exercice des bons de souscription par le même groupe d'investisseurs.

**Bon de souscription**

Les bons de souscription, attachés aux unités émises lors de notre PAPE, ont été enregistrés distinctement du capital-actions au bilan, à la juste valeur marchande. L'établissement de la juste valeur marchande de ces bons de souscription a été effectué à l'aide du modèle d'évaluation de Black et Scholes.

**Surplus d'apport**

La somme enregistrée au surplus d'apport représente le montant de dépenses enregistrées à titre de rémunération à base d'actions de 0,201 \$ million moins la partie qui a été portée en augmentation du capital-actions de 0,143 \$ million suite à l'exercice des options par un dirigeant.

**Sommaire de l'état des flux de trésorerie**

	Exercices terminés le 31 décembre		
	2007	2006	2005
<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>			
Activités d'exploitation	(2 850)	\$ (1 728)	\$ (2 956)
Activités de financement	8 843	1 453	3 474
Activités d'investissement	(523)	(137)	(112)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	5 470	\$ (412)	\$ 406

**Activités d'exploitation**

En 2007, nous avons utilisé pour nos activités d'exploitation des flux de trésorerie de 2,850 \$ millions comparativement à 1,278 \$ million en 2006. Pour ces deux exercices, les utilisations de fonds liées aux activités d'exploitation ont principalement découlé de la perte nette réalisée au cours de la période (déduction faite des intérêts implicites sur les actions privilégiées de 0,738 \$ million et 1,675 \$ million respectivement).

**Activités de financement**

Au cours de l'exercice de 2007, les flux de trésorerie générés à partir des activités de financement proviennent principalement de l'émission de capital-actions dont le produit net est de 8,563 \$ millions. En 2006, les activités de financement avaient généré des flux de trésorerie de 1,562 \$ million, suite à l'émission de billets à ordre.

**Activités d'investissement**

Au cours de l'exercice de 2007, les fonds utilisés dans les activités d'investissement ont essentiellement servi à acquérir une entreprise pour 0,412 \$ million et pour l'acquisition d'immobilisations. En 2006, les fonds utilisés dans les activités d'investissement ont servi pour l'acquisition d'immobilisations.

## X. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

La trésorerie dépend d'un certain nombre de facteurs comprenant les fluctuations dans les résultats d'exploitation et du fonds de roulement. Par conséquent, l'impact des engagements contractuels sur la liquidité et les ressources en capital futurs devrait être analysé en même temps que ces facteurs. Les produits sont typiquement vendus avec une garantie de produit de 12 mois. La direction passe en revue les coûts historiques de garantie et enregistre des provisions de dépenses de garantie en conséquence. Au 31 décembre 2007, la dette à long terme de la Société est composée d'un prêt libre d'intérêts de Développement économique Canada avec un engagement restant de 0,123 \$ million.

Le tableau suivant présente les obligations contractuelles et les engagements de la Société d'effectuer des paiements futurs dans le cadre des contrats en date du 31 décembre 2007.

<i>En 000 \$</i>	<b>Total</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012+</b>
Dette à long terme	123	49	49	25	-	-
Contrats de location acquisition	52	39	13	-	-	-
Contrats de location d'exploitation	48	26	9	9	4	-
Bail pour les bureaux administratifs	683	217	229	217	20	-
<b>Total</b>	<b>906</b>	<b>331</b>	<b>300</b>	<b>251</b>	<b>24</b>	<b>-</b>

La Société n'a aucune activité hors bilan. L'ensemble de ses obligations est décrit sous « Obligations contractuelles » et « Instruments financiers ».

## XI. OPÉRATIONS ENTRE ENTITÉS APPARENTÉES

À la clôture du PAPE, la Société a consenti un prêt, sans intérêts, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE. Ce montant a été porté à l'encontre du capital-actions au bilan.

## XII. RISQUE DE CRÉDIT ET CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Dans le cours normal de son exploitation, la Société effectue l'évaluation de la condition financière de ses clients et de la solvabilité de tous ses nouveaux clients. La Société établit une provision pour créances douteuses en tenant compte des risques de crédit spécifiques de ses clients.

## XIII. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

En vigueur au début de l'exercice 2007, la Société a adopté les recommandations du chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA* – « Résultats étendus », du chapitre 3251 du *Manuel de l'ICCA* « Capitaux propres », du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* « Instruments financiers -

comptabilisation et évaluation », du chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers - informations à fournir et présentation » et du chapitre du *Manuel de l'ICCA*, « Couvertures ».

Le chapitre 1530 établit des normes d'information et de présentation concernant le résultat étendu. Le résultat étendu s'entend de la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires. Par « autres éléments du résultat étendu », on entend les éléments comptabilisés dans le résultat étendu, mais exclus du résultat net calculé selon les principes comptables généralement reconnus. Les nouveaux états consolidés du résultat étendu sont inclus dans les présents états financiers consolidés. Le chapitre 3251 établit des normes pour la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres au cours de la période considérée, et exige que la Société présente de façon distincte les composantes et les variations des capitaux propres attribuables i) au bénéfice net, ii) aux autres éléments du résultat étendu, iii) aux autres variations des bénéfices non répartis, iv) aux variations du surplus d'apport, et v) aux variations du capital-actions. Les nouveaux états consolidés de la variation des capitaux propres sont inclus dans les présents états financiers consolidés.

Les chapitres 3855, 3861 et 3865 établissent l'ensemble des exigences relatives à la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers, ainsi que des normes qui précisent quand et comment la comptabilité de couverture peut être appliquée.

Aux termes de ces nouvelles normes, tous les instruments financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : détenus à des fins de négociation, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente et autres passifs financiers. Tous les instruments financiers, y compris les instruments dérivés, sont inscrits au bilan et sont mesurés à la juste valeur, à l'exception des prêts et des créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et les autres passifs financiers, qui sont évalués au coût après amortissement. L'évaluation ultérieure et la constatation des variations de la juste valeur des instruments financiers sont effectuées en fonction du classement initial de ces instruments. Les placements détenus à des fins de négociation sont mesurés à la juste valeur et tous les gains et les pertes sont comptabilisés au poste du résultat net dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur, et les gains et les pertes découlant de la réévaluation sont inclus dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit sorti du bilan.

Aux termes de ces normes, les instruments dérivés doivent être constatés à titre d'actifs ou de passifs mesurés à la juste valeur à moins qu'ils n'aient pas à être traités à titre de dérivés, comme une opération normale d'achat et de vente. Certains instruments financiers incorporés dans d'autres contrats doivent également être mesurés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont constatées dans le résultat à moins que certaines conditions de la comptabilité de couverture soient remplies, conditions selon lesquelles une entreprise doit documenter, désigner et évaluer en bonne et due forme l'efficacité des opérations qui font l'objet de la comptabilité de couverture. Les instruments dérivés qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture doivent être désignés à titre de « couverture des flux de trésorerie », lorsque l'élément couvert est un flux de trésorerie futur, ou comme « couverture de la juste valeur », lorsque l'élément couvert est un actif ou un passif comptabilisé. Les gains et les pertes non réalisés se rapportant à une couverture des flux de trésorerie sont inclus dans les autres éléments du résultat étendu. Dans le cas d'une couverture de la juste valeur, l'instrument dérivé et l'élément couvert sont tous les deux inscrits à la juste valeur au bilan, et les gains et les pertes non réalisés découlant des deux éléments sont inscrits dans le résultat. Tout instrument dérivé qui ne répond pas aux conditions de la comptabilité de couverture est évalué à la valeur du marché à la fin de chaque période, et les gains et les pertes sont inclus dans le résultat.

À la suite de l'adoption de ces nouvelles normes, la Société a classé les quasi-espèces comme actifs détenus à des fins de négociation, les débiteurs et les investissements nets dans des contrats de location-vente comme prêts et créances, les créditeurs et charges à payer, les

obligations découlant des contrats de location-acquisition, les dettes à long terme et les actions privilégiées rachetables comme autres passifs financiers.

L'application de ces nouvelles normes doit être faite sans retraitement des états financiers des périodes antérieures. Lors de l'application initiale, tout ajustement de la valeur comptable antérieure des actifs et passifs financiers existants doit être comptabilisé comme un redressement au solde d'ouverture du déficit ou du cumul des autres éléments du résultat étendu, en fonction du classement de ces actifs et passifs financiers. Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Société a comptabilisé une réduction de 32 218 \$ au solde d'ouverture du déficit relativement aux passifs financiers.

#### **XIV. CONVENTIONS COMPTABLES À ÊTRE ADOPTÉES DANS LE FUTUR**

Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers - Informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers - Présentation », contiennent des normes relatives aux informations à fournir sur les instruments financiers, notamment les informations à fournir sur la juste valeur et les risques de crédit, de liquidité et de marché liés aux instruments financiers et établissent des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Ces chapitres remplacent le chapitre 3861. Ces nouvelles normes ne concernent que les informations à fournir et elles n'auront aucune incidence sur les résultats financiers de la société. Ces deux chapitres s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007. La Société adoptera ces normes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Le chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, « Informations à fournir concernant le capital », exige de la part d'une entité qu'elle fournisse des informations propres à permettre aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer ses objectifs, politiques et procédures de gestion de son capital. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007. Ces nouvelles normes ne concernent que les informations à fournir et elles n'auront aucune incidence sur les résultats financiers de la Société. La Société adoptera ces normes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

En juin 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, « Stocks », qui remplace le chapitre 3030 et harmonise les normes canadiennes concernant les stocks avec les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* « IFRS »). Ce chapitre prévoit des changements quant à l'évaluation et il fournit des indications plus détaillées sur la détermination du coût, y compris sur l'imputation des frais généraux, il réduit le nombre de méthodes permises pour la détermination du coût, il exige l'application de tests de dépréciation et il élargit les obligations d'information de manière à accroître la transparence. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence que l'adoption de cette norme aura sur ses états financiers.

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », et a amendé le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », qui précise le critère de reconnaissance d'un actif, d'un actif incorporel et d'actifs incorporels générés en interne. Les éléments qui ne respectent plus la définition d'un actif ne sont plus reconnus comme actifs. Ces normes sont applicables aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 et leur adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence que l'adoption de ces normes aura sur ses états financiers.

Le 13 février 2008, le conseil des normes comptables canadien, a confirmé que l'application des normes internationales sera requise en 2011 pour les sociétés publiques obligées de rendre des comptes, autres que les organismes sans but lucratif.

La Société va surveiller de près les changements résultant de cette transition aux normes comptables internationales.

## **XV. INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les valeurs comptables des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer sont présumés se rapprocher de leur juste valeur, du fait que ces actifs et passifs financiers ont des dates d'échéance à court terme.

La juste valeur de l'investissement net dans des contrats de location-vente et des obligations découlant des contrats de location-acquisition se rapproche de leur valeur comptable, puisque les intérêts sont calculés en fonction de taux fixes liés au marché.

En 2006, il a été établi que la juste valeur des billets à ordre émis aux actionnaires se rapproche de leur valeur comptable en raison de la courte durée de leur échéance prévue à la suite du PAPE.

La juste valeur du prêt à terme s'élevait à 105 628 \$ au 31 décembre 2007 (140 286 \$ en 2006), alors que sa valeur comptable était de 123 218 \$ (172 504 \$ en 2006).

Au 31 décembre 2006, la juste valeur et la valeur comptable des actions privilégiées de catégories A, B et C sont respectivement de 4 155 000 \$, 7 264 887 \$ et 8 100 000 \$, et de 10 623 123 \$, 3 580 000 \$ et 4 075 478 \$.

La juste valeur des actions privilégiées de catégories A, B et C a été établie en 2006 en posant l'hypothèse qu'aucun premier appel public à l'épargne ni aucun événement ayant un effet sur la trésorerie, tel que ces termes sont définis dans la convention des actionnaires, n'aurait lieu.

## **XVI. PERSPECTIVES**

La direction s'attend à ce que les revenus sur la vente des produits existants et nouveaux continuent de croître. Elle prévoit également améliorer les marges bénéficiaires brutes en dollars. La recherche et le développement continueront d'être des éléments clés dans lesquels la Société investit.

## **XVII. RISQUES ET INCERTITUDES**

Plusieurs risques inhérents au niveau des opérations quotidiennes de la compagnie peuvent avoir un impact sur les résultats financiers futurs. Les risques les plus significatifs sont :

- Nous n'avons pas encore atteint la rentabilité, ni atteint la masse critique nécessaire afin de garantir notre viabilité à long terme et rien ne garantit que nous pourrions jamais y parvenir.
- Notre faculté de pénétrer davantage nos marchés de base et marchés géographiques existants ou d'étendre avec succès notre entreprise à l'échelle nationale et internationale, est assujettie à un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté alors que nous ne pouvons garantir que les efforts que nous déployons porteront fruit. Notre incapacité de ce faire pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.

- L'entreprise dépend de quelques fournisseurs principaux relativement à la fabrication de ses composantes électroniques. Aucune assurance ne peut être fournie quant à l'éventuelle possibilité d'expérimenter des délais ou difficultés au niveau de l'approvisionnement des dispositifs et/ou de la couverture réseau nécessaire à la rencontre des objectifs de croissance prévus.
- L'entreprise dépend aussi d'un signal réseau provenant et contrôlé en totalité par un tiers. Si les clients de l'entreprise ne peuvent avoir accès à un service télématique fiable et à des capacités suffisantes, celle-ci peut se voir dans l'impossibilité de fournir ces services et voir ainsi ses revenus diminuer.

Mobicom, Mobilus, Mobiguard, Vigil et HIKO sont des marques de commerce de Corporation Datacom Wireless.  
Corporation Datacom Wireless, 440 boul. Armand-Frappier, bureau 350, Laval (Québec) Canada H7V 4B4  
Téléphone : +1 450 781-6000; télécopieur : +1 450 781-6001; site Internet : [www.datacom.com](http://www.datacom.com)  
An English edition is available upon request to the Investor Relations Department or on the website of SEDAR at [www.sedar.com](http://www.sedar.com) or on the website of Datacom Wireless Corporation at [www.datacom.com](http://www.datacom.com).